

APPEL DU Ministère de la régularisation de tous les Sans-papiers POUR LE 7 AOUT

Il y a environ un an, à la suite de l'expulsion de la Bourse du travail de la Coordination des Sans-papiers 75 (CSP 75), 14 collectifs de Sans-papiers de Paris et de la région parisienne ont décidé d'occuper des locaux désaffectés de la CPAM, 14 rue Baudelique (Paris 18^{ème}). Par cette occupation politique nous voulions attirer l'attention de l'opinion française et du Ministère de l'immigration sur notre lutte pour la régularisation. Nous avons baptisé cet endroit avec quelque ironie le « Ministère de la régularisation de tous les sans papiers » (MRTSP). Plus de 3000 personnes de 25 nationalités l'occupent, c'est un lieu de réunion, le point de départ de nos manifestations hebdomadaires vers les Préfectures, et c'est aussi un espace de rencontres politiques, culturelles, et de vie. Nous y avons organisé des événements de tous types (concerts, journées portes ouvertes, projections de film, festivals etc.) et développé des activités diverses (cours de français, d'informatique, atelier Vélorution, ateliers de livres, ateliers vidéos...) afin de montrer qu'en parallèle de notre combat politique nous étions capables de sortir de l'isolement dans lequel le Gouvernement prétend nous laisser. Mais le Ministère de l'immigration et la Préfecture de police de Paris ont refusé d'entendre nos revendications, de même que la presse nationale n'a pas voulu s'en faire l'écho.

Après la grande marche *Paris-Nice à pied* qu'une centaine de marcheurs a faite au mois de mai pour demander la régularisation de tous les Sans-papiers, et interpellé les gouvernements français et africains réunis à Nice lors du sommet France-Afrique, la Préfecture de police nous a reçus et nous a fait savoir qu'elle n'examinerait aucun de nos dossiers avant la libération des locaux de la CPAM. Elle promet de reprendre le traitement de tous les dossiers des occupants de la CSP 75 uniquement (les collectifs d'Ile-de-France relevant d'autres préfectures) dès que nous aurons quitté les lieux. Face à ce chantage, las d'une occupation qui suppose de gros sacrifices, et désireux de sortir de cette impasse, nous avons décidé d'accepter cette proposition. Nous avons officiellement fixé la date du 7 août 2010 pour l'évacuation des locaux. Nous voulons ce jour-là organiser une sortie en grande pompe de notre MRTSP, et marcher dans Paris la tête haute pour montrer aux autorités que nous sommes capables de partir, sans intervention de la police, quand nous l'avons décidé. En respectant nos engagements nous voulons obliger la Préfecture à respecter les siens : la reprise immédiate de l'examen de tous les dossiers (même ceux qui sont sous le coup d'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière (APRF) ou d'une obligation à quitter le territoire français (OQTF) selon un calendrier échelonné que nous avons fixé ensemble.

Nous avons besoin que les personnes qui soutiennent à travers la France entière notre lutte pour la régularisation, qui est aussi un combat contre la discrimination, l'exploitation, et l'injustice, nous rejoignent à cette date et nous accompagnent, afin de montrer au Ministère de Besson que, même en plein mois d'août, les Sans-papiers ne sont pas seuls.

Nous invitons donc les soutiens de la marche Paris-Nice, et tous les sympathisants, Français et immigrés indignés par la situation scandaleuse dans laquelle se trouvent les sans-papiers dans ce pays à marcher avec nous le **7 août 2010, départ à 12H** du Ministère de la Régularisation de tous les Sans-Papiers en direction de la place de la République pour y partager ensemble un grand pique-nique à 14h.